



Les amis du Pangolin, Congo

► du Kouilou, au sud du Congo. Il lui faut une bonne dose de courage pour mener à bien son projet. Premier obstacle : les difficultés d'écoulement de la production vers les villes et l'entretien de ses bananiers. Il cherche en vain un conseiller agricole et de quoi acheter un véhicule. « *Le financement n'est pas facile à obtenir dans ce pays où ceux qui ont de l'argent accordent peu d'intérêt aux activités agricoles.* » Même inquiétude chez Charles. Il voudrait planter des palmiers à huile dans la Sangha, au nord du Congo.

« *La terre y est tout à fait adaptée, mais il me manque le capital de départ.* »

Des jeunes sont pourtant déjà à pied d'œuvre à l'intérieur du pays. Le père Christian de la Bretesche, qui suit certains d'entre eux, témoigne. « *C'est une question de survie. En ville, ils crevaient de faim, sans compter les femmes et les enfants à nourrir. Quoiqu'il y ait des difficultés à vendre la production agricole, ils donnent maintenant un coup de main à ceux qui sont restés en ville.* »

Les plus ambitieux se dirigent vers les rares structures d'encadrement et d'appui aux initiatives économiques spécialisées dans l'octroi de crédit comme le Forum des jeunes entreprises, Agricongo, la Caisse féminine pour le développement agricole... Mais les responsables de ces structures déplorent que nombre de projets présentés manquent de consistance, ou sont inadaptés pour un pays dont le tissu économique reste faible. Paul Kampakol, comptable du Forum, témoigne : « *Nous recevons des jeunes qui nous présentent des projets inimaginables. Comment deux ou trois jeunes qui ont fini leurs études dans le domaine agronomique peuvent-ils croire qu'ils peuvent démarrer un projet avec 5 tracteurs et un terrain de 10 hectares, alors qu'ils n'ont aucune expérience dans la vie active ? C'est vraiment incroyable. Et nous enregistrons plusieurs cas de ce genre. Nous leur conseillons par la suite de commencer petit.* »

Avec seulement 2 % des terres cultivées pour une surface de 342 000 km<sup>2</sup>, le Congo a une agriculture exsangue. La plupart des produits de première nécessité sont importés. Les fermes d'État, construites au temps du marxisme à grand renfort de subventions, sont improductives, sinon abandonnées. Brazzaville et Pointe-Noire concentrent désormais la moitié de la population du pays. ■

*Jean Valère Ngoubagoyi  
président de l'ONG,  
Les amis du Pangolin, Congo*

## Le « Tueur » invisible frappe aussi les campagnes

**Le sida fait rage au Congo. La crise économique et sociale, le déplacement massif des citadins vers les zones rurales favorisent la progression rapide de l'épidémie.**

**S**i les guerres civiles ont saigné le Congo, le Sida a pris le relais. C'est aujourd'hui la première cause de mortalité dans une ville comme Pointe-Noire, ville du pétrole, à 510 km au sud de Brazzaville. La prostitution, appelée « mourincia » (exploiter l'homme par une fausse tendresse), y a pris des proportions inquiétantes. Une récente enquête du Programme national de lutte contre le sida (PNLS) révèle que 2 000 personnes y sont infectées chaque

année. Et 14% des décès chez les adultes de 15 à 49 ans sont dus au Sida. Cette pandémie serait la première cause d'hospitalisation. À Brazzaville, le taux des personnes infectées en 1998 était de 14%. Des chiffres en constante progression. Ce triste phénomène tient d'abord aux conflits successifs qui ont provoqué un déplacement massif des citadins vers des localités où le VIH était presque inexistant. Les viols, devenus monnaie courante, contribuent aussi à sa propagation.

### Les femmes fidèles sans protection

De nombreux témoignages font état de la multiplication des cas de contamination de très jeunes filles démunies qui, contre des avantages matériels divers, ont des relations sexuelles avec des hommes plus âgés, infectés par le Sida. « *Pour de nombreuses femmes congolaises, le risque majeur de contamination vient du comportement sexuel du mari ou de leur partenaire habituel* », constatent les spécialistes du PNLS. Et d'ajouter que : « *Les femmes ayant une relation de type monoga-*

*me ne peuvent généralement pas se protéger de l'infection quand leur époux n'a pas un comportement sexuel similaire. »*

La différence des taux de contamination entre les zones urbaines et rurales, où vivent les trois quarts des Congolais, s'amenuise en raison des déplacements des populations. La venue dans les campagnes de prostituées ayant d'abord séjourné en ville y contribue. Selon le docteur Matondo, membre de l'Association congolaise du bien-être familial (ACBEF), « *La progression de l'épidémie est associée à des taux élevés de maladies sexuellement transmissibles (MST) dans la population. Dans un petit village, par exemple, où il y a très peu de femmes, dès qu'une ou deux d'entre elles sont contaminées, la maladie se propage très vite.* »

En 1998, des données fort inquiétantes ont été recueillies dans des zones qui semblaient jusque-là épargnées. Dans des centres urbains comme Dolisie, troisième ville du Congo, au sud, le taux de personnes contaminées atteignait 14%, 11% à Sibiti, au sud-ouest, et 1% à Owando, au nord du pays.

Au Congo, la transmission hétérosexuelle constitue la voie prédominante de contamination. Quelques ONG mettent en œuvre des actions préventives avec plus ou moins de suc-

cess. En 1996, le Conseil culturel pour l'éducation et la santé, financé par la Coopération française, a déployé à Brazzaville des kiosques pour vendre des capotes et prodiguer des conseils aux clients. Vendues à 25 FCFA, elles étaient beaucoup moins chères qu'en pharmacie et dans les rues. Mais dans certains quartiers de la partie sud de la ville, à Bacongo et Makélékélé, cette initiative n'a pas rencontré le succès attendu auprès de la population jeune, qui utilise moins la capote.

L'Onusida, la Croix-Rouge internationale, le Croissant-Rouge affichent des messages sur les panneaux dans les centres urbains pour inciter au port du préservatif. Des associations comme Thomas Sankara et Mouvement pour la vie, mènent des campagnes dans les quartiers les paroisses, etc. Le but est de prévenir la jeunesse contre les rapports sexuels non protégés avec tous les risques qu'ils comportent en plus du sida : grossesse indésirable, MST...

### Des traitements inaccessibles

S'il est difficile de mesurer les résultats de toutes ces campagnes, une chose paraît sûre,

l'épidémie progresse. Selon l'Onusida, sur une population congolaise de 3 millions d'habitants, plus de 100 000 sont atteints du sida dont 45 000 femmes et 5 000 enfants de 0 à 15 ans. Alors qu'en 1994, on avançait le chiffre de seulement 8 000 personnes vivant avec le sida. Les médicaments « antisida » (les rétroviraux) ne sont pas encore à la portée des sidéens congolais comme c'est le cas dans certains pays africains. Le traitement qu'on trouve dans les centres ambulatoires de Brazzaville et de Pointe-Noire coûte excessivement cher : 300 000 FCFA par mois (3 000 FF).

Sans espoir de traitement, beaucoup préfèrent ne pas savoir s'ils sont porteurs ou non du virus. De nombreux patients fuient les dispensaires de Brazzaville où le test de dépistage est systématique. Ils préfèrent se faire soigner dans les dispensaires de rues plutôt que dans les hôpitaux. D'autres refusent carrément d'aller prendre les résultats des examens médicaux de peur d'apprendre qu'ils sont séropositifs. ■

*Jean Valère Ngoubagoyi  
président de l'ONG,  
Les amis du Pangolin, Congo*

# Des économies locales menacées par des projets de développement !

**« Sous le paravent de la lutte contre la pauvreté, les éleveurs de la Corne de l'Afrique pourraient se voir exclus du commerce traditionnel de l'élevage vers les pays du Golfe, pour le plus grand bénéfice des concurrents du Groupe de Cairns. »**

Par Eric Fermet-Quinet, conseiller en développement agricole

L'élevage est pour les pays de la Corne de l'Afrique une activité source de devises fondamentales. Depuis des siècles, les éleveurs exportent leurs moutons, chèvres, dromadaires et bovins vers les pays du golfe Arabique. Symbolique de ce commerce, le mouton « à tête noire » est un mets fort apprécié par le consommateur arabe. Les ressources de millions d'éleveurs dépendent de ce commerce.

L'épidémie de fièvre qu'a connue la Somalie ces dernières années a brutalement stoppé l'exportation de viande de mouton. Les répercussions sur les revenus des éleveurs ont été désastreuses. Ce fut l'occasion pour les concurrents néo-zélandais et australiens de se placer sur le marché arabe dont la demande de viande n'était pas satisfaite. Alors qu'ils étaient absents sur ce marché il y a encore quelques années, ils

détiennent aujourd'hui entre 30 et 40 % des parts. Les efforts des éleveurs de la Corne pour contourner les interdictions d'exportation en faisant faire un détour de plusieurs milliers de km à leurs troupeaux ne suffisent pas à combler la perte des parts de marché.

### Le mouton « à tête noire » au cœur de la guerre commerciale

Avec la levée partielle des interdictions d'exportations de moutons « à tête noire », les australiens ont dû développer une autre stratégie d'attaque des marchés est-africains. Ils ont importé des souches de moutons à tête noire pour en faire l'élevage et concurrencer directement la production est-africaine. Dans un commerce mondialisé, la concurrence